

MÉTALLURGIE (INDUSTRIES)

LOIRE ET ARRONDISSEMENT D'YSSINGEAUX ET LOZÈRE

CC du 19-2-90 étendue par arrêté du 7-11-90, JO 16-11-90 et élargie à la Lozère par arrêté du 4-2-92, JO 15-2-92

CHAMP D'APPLICATION (art. 1)

Champ d'application professionnel

Même champ d'application que les accords nationaux (*se reporter à l'étude « Métallurgie (Champ d'application) »*).

Champ d'application territorial : département de la Loire, arrondissement d'Yssingaux et département de la Lozère.

CONTRAT DE TRAVAIL, ESSAI ET PRÉAVIS

Contrat de travail (art. 26)

Embauche par une notification écrite de l'emploi proposé, de la classification et du coefficient correspondants, des éléments de la rémunération, du lieu où s'exerce l'emploi proposé.

Période d'essai et préavis (art. 27 et 31)

Catégorie	Période d'essai		Préavis après essai	
	Durée maximum	Préavis pendant la 2 ^e moitié de l'essai	Démission et départ volontaire à la retraite	Licenciement et mise à la retraite
Niveaux I et II	2 semaines	3 jours	2 semaines	< 2 ans d'ancienneté : 1 mois 2 ans d'ancienneté : 2 mois
Niveau III	1 mois	1 semaine	1 mois	
Niveaux IV et V	3 mois	3 semaines	3 mois	3 mois

Heures pour recherche d'emploi en cours de préavis :

- préavis de démission : préavis de 2 semaines : 20 heures payées ; préavis 1 mois : 40 heures payées par mois ;
- préavis de licenciement : 50 heures par mois payées.

Dispense de préavis pour le salarié licencié qui a retrouvé un emploi.

Notion d'ancienneté (art. 18)

Mêmes dispositions que l'accord national sur la mensualisation (*se reporter aux « Accords nationaux »*).

Clause de non-concurrence (avenant relatif à certaines catégories de mensuels art. 10)

Mêmes dispositions, mais étendues, que l'accord national portant dispositions particulières à certaines catégories professionnelles (*se reporter aux « Accords nationaux »*).

LICENCIEMENT ET DÉPART A LA RETRAITE

Indemnités

Licenciement (art.36 – avenant relatif à certaines catégories de mensuels art. 11)

Ancienneté	Montant
De 2 à 15 ans	1/5 mois par année à compter de la 1 ^{re}
De 15 à 25 ans	1/5 mois par année à compter de la 1 ^{re} + 1/10 mois par année au-delà de 15 ans
Après 25 ans	1/5 mois par année à compter de la 1 ^{re} + 1/10 mois par année au-delà de 15 ans + 1/10 mois par année au-delà de 25 ans

Licenciement collectif pour motif économique : majoration de 20 % pour les salariés de 50 à 65 ans (mêmes dispositions que l'accord national sur la garantie de l'emploi ; *se reporter aux « Accords nationaux »*) et minimum de 2 mois pour les agents de maîtrise et salariés de niveaux IV et V, comptant 5 ans d'ancienneté.

Départ à la retraite (art. 37 modifié par accord du 28-11-2001 étendu par arrêté du 3-6-2002, JO 12-6-2002, à l'exception du secteur de la réparation d'appareils électriques pour le ménage non associée à un magasin de vente, exclu de l'extension, et élargi au département de la Lozère par arrêté du 11-7-2002, JO 20-7-2002)

Départ volontaire à partir de 60 ans (si liquidation de la retraite complémentaire) et **mise à la retraite à partir de 65 ans :**

- jusqu'à 40 ans d'ancienneté : même indemnité que celle prévue par l'accord national de mensualisation (*se reporter aux « Accords nationaux »*) ;
- à partir de 40 ans d'ancienneté : 4,5 mois.

En cas de mise à la retraite, indemnité à comparer avec l'indemnité légale qui peut s'avérer plus favorable (*se reporter aux dispositions de droit commun en annexe de l'étude « ABC des Conventions Collectives »*).

Mise à la retraite avant 65 ans

Conditions : mise à la retraite avant 65 ans possible dans les cas prévus par l'accord national de mensualisation, ainsi qu'en cas de conclusion avec le salarié, avant sa mise à la retraite, d'un avenant de cessation partielle d'activité pouvant s'inscrire dans le cadre du dispositif prévu par l'accord du 26-7-99 modifié, en faveur de certains salariés âgés (*se reporter aux « Accords nationaux »*).

Indemnité : même indemnité que celle prévue par l'accord national de mensualisation (*se reporter aux « Accords nationaux »*).

Base de calcul

Dernier salaire ou, si plus favorable, salaire mensuel moyen des 12 derniers mois.

CONGÉS ET JOURS FÉRIÉS**Congés exceptionnels pour événements familiaux** (art. 43)

Mariage	– du salarié	4 jours, 1 semaine après 1 an d'ancienneté ⁽¹⁾
	– d'un enfant du salarié ou de son conjoint	1 jour
Décès	– conjoint, enfant (du salarié ou de son conjoint)	2 jours
	– conjoint sans enfant à charge	3 jours après 1 mois d'ancienneté
	– conjoint avec enfant à charge	4 jours après 1 mois d'ancienneté
	– parents	1 jour
	– beaux-parents, grands-parents, frère, sœur du salarié ou de son conjoint	1 jour après 1 mois d'ancienneté
Naissance ou adoption d'un enfant		3 jours ⁽²⁾ + congé légal ⁽³⁾
Enfant malade (- 16 ans) ; proche en fin de vie (soins palliatifs) ; présence parentale		Congé légal ⁽³⁾

(1) Accordée même si elle coïncide avec la période des congés payés annuels.

(2) Consécutifs ou non, fractionnables par 1/2 journée, accordés dans une période de 15 jours entourant la date de l'événement.

(3) Se reporter aux dispositions de droit commun en annexe de l'étude « ABC des Conventions Collectives ».

Rappel de congés (art. 40 – avenant relatif à certaines catégories de mensuels art. 9)

Congé supplémentaire de 2 jours nets + remboursement des frais occasionnés par le rappel.

Congés payés supplémentaires pour ancienneté (art. 42)

Mêmes congés supplémentaires pour ancienneté, mais appréciés en jours ouvrés, que l'accord national sur la durée du travail (*se reporter aux « Accords nationaux »*).

Travail exceptionnel un jour férié (art. 17)

Majoration de 50 % qui s'ajoute aux majorations légales pour heures supplémentaires.

DURÉE DU TRAVAIL

Se reporter aux « Accords nationaux » sur la durée du travail.

Travail exceptionnel le dimanche (art. 17)

Majoration de 50 % qui s'ajoute aux majorations légales pour heures supplémentaires.

Rappel exceptionnel pour travail urgent (art. 17)

Tout salarié rappelé exceptionnellement pour un travail urgent a droit à une prime de rappel égale à 2 heures de son salaire réel moyen (à l'exclusion des majorations pour heures supplémentaires) + majoration de 25 % si le rappel a lieu la nuit (22 h - 6 h), un dimanche ou un jour férié. Cette majoration s'ajoute aux majorations légales pour heures supplémentaires et aux majorations pour travail exceptionnel le dimanche ou un jour férié.

Travail posté (art. 17)

Pause de 20 minutes pour prendre un repas au taux de la rémunération minimale hiérarchique de la catégorie, pour le personnel travaillant 8 heures de suite sans interruption.

MALADIE – MATERNITÉ – ACCIDENT DU TRAVAIL (art. 34, 35, 45 et 47)**Maladie – Accident du travail**

Indemnisation sur 12 mois sans délai de carence

Ancienneté	Jusqu'à 1 an	1 à 10 ans	10 à 20 ans	20 ans
Maintien du salaire net – (IJSS + RP part employeur)				
– Accident du travail et maladie professionnelle *	6 mois	6 mois	7,5 mois	9 mois
– Maladie et accident de trajet	–	4 mois	5 mois	6 mois

* Maladies professionnelles contractées dans l'entreprise.

Garantie d'emploi en cas de maladie : la durée de l'absence s'entend de la totalité des absences au cours des 12 derniers mois :

– salariés âgés de 55 ans : 12 mois ;

– salariés âgés de < 55 ans :

Ancienneté	< 1 an	1 à 5 ans	5 à 10 ans	> 10 ans
Durée de la garantie d'emploi	2 mois	4 mois	6 mois	12 mois

Congés payés et maladie

– Assimilation à travail effectif : périodes de maladie assimilées à travail effectif pour le calcul des congés payés dans la limite de 12 mois consécutifs.

– Maladie pendant les congés : droit aux congés au retour.

– Maladie au moment du départ en congé : indemnité compensatrice au retour, ou, en cas de retour avant le 31 octobre, prise effective des congés.

Maternité

Indemnisation : à partir de 1 an d'ancienneté, maintien du salaire net sous déduction des IJSS et des régimes de prévoyance, pendant 6 semaines avant l'accouchement et 10 semaines après.

Réduction d'horaire : à partir du 3^e mois de grossesse, sortie anticipée de 5 minutes.

RETRAITE COMPLÉMENTAIRE ET RÉGIME DE PRÉVOYANCE

Absence de disposition dans la convention collective.

CLASSIFICATION DES EMPLOIS

Classification de l'accord national du 21-7-75 modifié (*se reporter aux « Accords nationaux »*).

SALAIRES, PRIMES ET INDEMNITÉS

Travail de nuit, du dimanche et des jours fériés

Se reporter aux rubriques « Congés et jours fériés » et « Durée du travail » ci-avant.

Prime d'ancienneté (art. 19)

Mêmes taux que l'accord national sur la mensualisation (*se reporter aux « Accords nationaux »*).

Complément d'appointements (art. 22 – avenant n° 2 du 19-2-90 étendu par arrêté du 7-11-90, JO 16-11-90, et élargi au département de la Lozère par arrêté du 4-2-92, JO 15-2-92)

Bénéficiaires : salariés ayant au moins 1 an d'ancienneté au 31 mai pour la 1^{re} fraction, au 30 novembre pour la 2^e fraction.

Montant :

Niveaux	Échelons	1 an	4 ans	7 ans	10 ans
I-II	Tous	238 F	288 F	325 F	363 F
III	1 et 2	238 F	288 F	325 F	363 F
III	3	283 F	326 F	362 F	385 F
IV	1 et 2	283 F	326 F	362 F	385 F
IV	3	371 F	414 F	444 F	476 F
V	1	371 F	414 F	444 F	476 F
V	2 et 3	485 F	517 F	548 F	581 F

Réduction proportionnelle : après 30 jours d'absence (sauf cas d'AT et maladie professionnelle) entre le 1^{er} juin et le 31 mai.

Suppression : en cas d'absence non autorisée de 10 jours, entre le 1^{er} juin et le 31 mai.

Prime d'insalubrité (art. 20 – avenant n° 2 du 19-2-90 étendu par arrêté du 7-11-90, JO 16-11-90, et élargi au département de la Lozère par arrêté du 4-2-92, JO 15-2-92)

Prime (taux horaire de 0,15 F à 0,43 F) accordée pour certains emplois en application d'un accord de 1974 qui reste applicable.

Prime de salissure (art. 20 – avenant n° 2 du 19-2-90 étendu par arrêté du 7-11-90, JO 16-11-90, et élargi au département de la Lozère par arrêté du 4-2-92, JO 15-2-92)

Bénéficiaires : personnel des équipes volantes d'entretien ou équipes travaillant dans des conditions de salissure équivalentes.

Montant : déterminé dans chaque usine.

Indemnité pour outils personnels (art. 20 – avenant n° 2 du 19-2-90 étendu par arrêté du 7-11-90, JO 16-11-90, et élargi au département de la Lozère par arrêté du 4-2-92, JO 15-2-92)

Indemnité mensuelle d'outillage (minimum 100 h de travail) : 4,88 F à 6,38 F.

Prime annuelle des dessinateurs : 50 F.

Indemnité de panier (art. 20 – avenant n° 3 du 31-10-2000 étendu par arrêté du 30-3-2001, JO 10-4-2001, et élargi au département de la Lozère par arrêté du 2-7-2001, JO 18-7-2001)

Bénéficiaires : mensuels effectuant au moins 4 heures de travail entre 22 h et 6 h et mensuels prolongeant exceptionnellement leur journée de travail après 23 h ou la commençant avant 4 h.

Taux : se reporter à la sous-rubrique « Salaires minima » ci-dessous.

Remplacement (art. 29)

Compensation financière en cas de remplacement d'un poste de coefficient plus élevé pendant au moins 1 mois pour les salariés de niveau I ou II, 2 mois pour les salariés de niveau III, 3 mois pour les salariés de niveaux IV et V, et égale à la différence entre les rémunérations minimales hiérarchiques des 2 postes (hors prime d'ancienneté).

Mutation professionnelle (avenant relatif à certaines catégories de mensuels art. 7)

Mêmes dispositions, mais étendues, que l'accord national portant dispositions particulières à certaines catégories professionnelles (*se reporter aux « Accords nationaux »*).

Garantie de fin de carrière (avenant relatif aux ouvriers art. 2)

Mêmes dispositions, mais étendues, que l'accord national (*se reporter aux « Accords nationaux »*).

Salaires des apprentis (art. 50)

Se reporter aux « Accords nationaux ».

Salaires minima et indemnité de panier

Rémunérations minimales hiérarchiques servant de base au calcul de la prime d'ancienneté (base 169 h / mois) assorties d'une majoration de 5 % pour les ouvriers et de 7 % pour les agents de maîtrise d'atelier et **indemnité de panier**.

Date d'application *	Valeur du point	Indemnité de panier	Avenant	Extension	Elargissement au département de la Lozère
1-10-97	25,93 F		3-10-97	20-2-98 (JO 3-3-98) **	20-4-98 (JO 2-5-98) **
"		28,35 F	3-10-97	24-12-97 (JO 8-1-98) **	20-4-98 (JO 2-5-98) **
1-12-98	26,11 F		14-12-98	30-7-99 (JO 10-8-99) **	19-10-99 (JO 31-10-99) **
"		28,52 F	14-12-98	28-4-99 (JO 7-5-99) **	28-7-99 (JO 5-8-99) **
1-11-2000	26,45 F		31-10-2000	30-3-2001 (JO 10-4-2001) **	2-7-2001 (JO 18-7-2001)
"		29,00 F	31-10-2000	30-3-2001 (JO 10-4-2001) **	2-7-2001 (JO 18-7-2001)
1-7-2001	26,71 F		31-10-2000	30-3-2001 (JO 10-4-2001) **	2-7-2001 (JO 18-7-2001)

* Au surlendemain de la date de parution de l'arrêté d'extension au JO pour les non-adhérents.

** Secteur de la réparation d'appareils électriques pour le ménage non associée à un magasin de vente exclu de l'extension et de l'élargissement.

Rémunérations effectives garanties annuelles (base 169 h / mois jusqu'en 1998 ; bases 169 h et 151,67 h / mois à compter de 2000)

Coefficient	1997 (1)	1998 (2)	2000 (3)		2001 (3)	
			Base 169 h	Base 151,67 h	Base 169 h	Base 151,67 h
140	78 423 F	80 765 F	83 898 F	77 550 F	86 656 F	80 100 F
145	78 823 F	81 165 F	84 005 F	77 650 F	86 945 F	80 370 F
155	79 223 F	81 565 F	84 420 F	78 035 F	87 375 F	80 765 F
170	80 620 F	82 232 F	85 110 F	78 670 F	88 090 F	81 425 F
180	81 220 F	82 832 F	85 730 F	79 245 F	88 730 F	82 020 F
190	81 855 F	83 467 F	86 390 F	79 855 F	89 415 F	82 650 F
215	86 000 F	87 634 F	90 700 F	83 840 F	93 875 F	86 775 F
225	89 380 F	91 014 F	94 200 F	87 075 F	97 495 F	90 120 F
240	94 343 F	95 977 F	99 335 F	91 820 F	102 810 F	95 035 F
255	100 295 F	102 000 F	105 570 F	97 585 F	109 265 F	101 000 F
270	107 170 F	108 992 F	112 805 F	104 270 F	116 755 F	107 925 F
285	112 920 F	114 840 F	118 860 F	109 870 F	123 020 F	113 715 F
305	118 670 F	120 687 F	124 910 F	115 460 F	129 280 F	119 500 F
335	130 500 F	132 718 F	137 365 F	126 975 F	142 170 F	131 415 F
365	142 340 F	144 759 F	149 825 F	138 490 F	155 070 F	143 340 F
395	153 900 F	156 516 F	161 995 F	149 740 F	167 665 F	154 980 F

Doivent être exclus de l'assiette de comparaison, les éléments prévus par l'accord national du 13 juillet 1983 modifié (*se reporter aux « Accords nationaux »*).

(1) Accord du 3-10-97 étendu par arrêté du 20-2-98, JO 3-3-98 et élargi au département de la Lozère par arrêté du 20-4-98, JO 2-5-98 *.

(2) Accord du 14-12-98 étendu par arrêté du 30-7-99, JO 10-8-99, et élargi au département de la Lozère par arrêté du 19-10-99, JO 31-10-99 *.

(3) Accord du 31-10-2000 étendu par arrêté du 30-3-2001, JO 10-4-2001, et élargi au département de la Lozère par arrêté du 2-7-2001, JO 18-7-2001 **.

* Secteur de la réparation d'appareils électriques pour le ménage non associée à un magasin de vente exclu de l'extension et de l'élargissement.

** Secteur de la réparation d'appareils électriques pour le ménage non associée à un magasin de vente exclu uniquement de l'extension.